

REÇU EN PREFECTURE

le 10/10/2023

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-20231006-ARR2023\_588

Service départemental d'incendie  
et de secours du CalvadosPRÉFET  
DU CALVADOSLiberté  
Égalité  
Fraternité

- 5 OCT. 2023

Courrier N° .....

**PROCES-VERBAL  
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA  
SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE  
PANIQUE DANS LES ERP ET LES IGH**

ETABLISSEMENT : **GARE MARITIME – ERP N° E 488 00125 000**  
**HALL D'EMBARQUEMENT - ERP N° E 488 00125 002**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE ET DE RECEPTION – AT N° 014 488 21 A 0009**

EXPLOITANT : **CCI DE NORMANDIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **PORT DE CAEN OUISTREHAM**

ACTIVITE(S) : **ADMINISTRATIVE / RESTAURATION / POLYVALENCE**

GARE MARITIME : **W/N** CATEGORIE : 2<sup>ème</sup>

HALL D'EMBARQUEMENT : **L** CATEGORIE : 4<sup>ème</sup>

Le 28 septembre 2023, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 05 septembre 2023.

En conclusion,

☒ La sous-commission émet un avis :

**SOUS-COMMISSION  
DEPARTEMENTALE  
ERP IGH  
AVIS FAVORABLE**

à la poursuite de l'exploitation

à la réception de travaux  
AT N° 014 488 21 A 0009

☐ La sous-commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :  
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Document annexe comportant... 6... feuillets  
et extrait du compte rendu de réunion joints

Le Président,  
**Colonel hors classe**  
**Christophe AUVRAY**  
Directeur départemental

(1) rayer la mention inutile





**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Mis en ligne le 10/10/2023 à 14h12

**REÇU EN PREFECTURE**

**le 10/10/2023**

Application agréée E-legalite.com

22\_AU-014-2114 04884-20231006-ARR2023\_588

**Service départemental d'incendie  
et de secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu  
☐ Constat de carence  
de la sous-commission départementale  
pour la sécurité contre les risques d'incendie  
et de panique dans les ERP et les IGH

ETABLISSEMENT : **GARE MARITIME – ERP N° E 488 00125 000**  
**HALL D'EMBARQUEMENT - ERP N° E 488 00125 002**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE ET DE RECEPTION – AT N° 014 488 21 A 0009**

EXPLOITANT : **CCI DE NORMANDIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **PORT DE CAEN OUISTREHAM**

ACTIVITE(S) : **ADMINISTRATIVE / RESTAURATION / POLYVALENCE**

GARE MARITIME : **W/N**

CATEGORIE : **2<sup>ème</sup>**

HALL D'EMBARQUEMENT : **L**

CATEGORIE : **4<sup>ème</sup>**

Le 28 septembre 2023, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 05 septembre 2023.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....





**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Mis en ligne le 10/10/2023 à 14h12

**REÇU EN PREFECTURE**

**le 10/10/2023**

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-20231006-ARR2023\_588

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : LB/PB/2023 – VPVR050923 – Gare Maritime et Hall d'Embarquement - Ouistreham  
Affaire suivie par : Lieutenant Laurent BOIVIN  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

## **DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL**

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.

Gare Maritime et Hall d'Embarquement – Port de Caen Ouistreham à Ouistreham  
ERP N° E 488 00125 000 et ERP N° E 488 00125 002

Réf : Visite périodique et de réception conformément à l'article R.143-41 et R.143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation.

PV de visite de la commission en date du 17/09/2020

Le 05 septembre 2023, le groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

### Étaient présents :

Mme LECHEVALIER :	Maire adjointe de la ville de Ouistreham.
LT BOIVIN :	Préventionniste au S.D.I.S.
M. PICABEA :	Responsable de site.
M. LOUISET :	Directeur Adjoint.
M. PINGUILLY :	Responsable sureté.
M. MONNIAUX :	BRI BTA ORB.
Mme PAUGAM :	Gendarme BTA ORB.

**DESCRIPTION**

Sur un site de 17 hectares, il est prévu la construction de :

a) Un bâtiment à simple rez-de-chaussée « Gare Maritime » / ERP n° E 488 00125 00

Un hall de gare

- plusieurs bureaux.
- un bar de 52,84 m<sup>2</sup>
  - une réserve de 13,63 m<sup>2</sup>.
  - une réserve de 22,96 m<sup>2</sup>.
  - une réserve stock bar de 17,91 m<sup>2</sup>.
  - Un bureau de 8,06 m<sup>2</sup>.
- un espace restauration « clients gare maritime » de 134,90 m<sup>2</sup>
- un espace restauration « passagers enregistrés » de 135,80 m<sup>2</sup>

Un hall d'embarquement.

Un hall d'attente douane.

b) Un bâtiment R + 1 « Hall d'Embarquement / Débarquement Piétons / Transit » ERP n° E 488 00125 002

- Un hall transit au rez-de-chaussée et un hall au 1<sup>er</sup> étage, reliés par 4 ascenseurs et 2 escaliers.

c) Un bâtiment à simple rez-de-chaussée « Fret » / ERP n° E 488 00125 001

- Un hall « pré-embarquement des chauffeurs PL »
- Une partie administrative / non accessible au public
- Une chaufferie

**Effectif de 85 personnes, classé en 5<sup>ème</sup> catégorie non visité.**

d) Un bâtiment isolé à simple rez-de-chaussée « Sanitaires » / Installation Ouverte au Public, non visité

e) Un bâtiment « Garage » isolé, non accessible au public

f) Un bâtiment « Tunnel bus » non accessible au public (non visité).

L'ensemble du site est secouru par deux groupes électrogènes.

Le Responsable Unique de Sécurité est M. Antoine DE GOUVILLE (directeur des équipements portuaires)

**PARTICULARITES**

PC 014 488 23 P 0003 CTS provisoire (duty free de -50 personnes). **Non réalisé.**

AT 014 488 21 A 0009 réfection toiture, travaux réalisés. **Réception lors de la visite.**

PC 014 488 22 R 0056, travaux contrôle migratoire. **Non réalisé.**

**EFFECTIF****« Gare Maritime »**

- Public : 735 personnes
- Personnel : 34 personnes
- **Effectif total** de l'établissement :  $735 + 35 = 770$  personnes

**« Hall d'embarquement / débarquement piétons »**

- Public : < à 300 personnes
- Personnel : aucun personnel / lieu de transit
- **Effectif total** de l'établissement : < à **300 personnes**

**CLASSEMENT**L'établissement

- La Gare Maritime de types L / N / W est à classer en 2<sup>ème</sup> catégorie.
- Hall d'embarquement / débarquement piétons / transit de type L est à classer en 4<sup>ème</sup> catégorie.

Conformément à l'article GE 4 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié le 20 octobre 2014. La périodicité de visite, par le groupe de visite de la commission de sécurité, est fixée à 3 ans.

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêtés des 05 février 2007, 21 juin 1982 et 21 avril 1983 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types L / N / W ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

**I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS**

- ✓ Vu le rapport de vérification réglementaires après travaux établi par SOCOTEC le 20/10/2022 référencé CT/24550/1022/0134 sans observation. **AT 014 488 21 A 0009) relatif aux travaux concernant la toiture**
- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
GAZ CHAUFFAGE	13/12/2022	DEKRA Maintenance GTEC, registre non signé
ELECTRIQUES ECLAIRAGE DE SECURITE	21/10/2022 08/08/2023	DEKRA 15 observations (Code de travail, plan d'action par priorité) SiCLI, remplacement en cours
Appareils de cuisson hottes		Non réalisés
ASCENSEURS	23/08/2023 19/01/2021	KONE DEKRA
SSI – ALARME	08/09/2022 15/10/2022	AVISS DEKRA

## REÇU EN PREFECTURE

Vérifications	Date	Organisme
PORTES CF	10/10/2023 Application agréée F-legalite.com	AF MAINTENANCE
DESENFUMAGE	30/03/2023	Essems services
EXTINCTEURS	02/08/2023	SICLI
REGISTRE DE SECURITE		TENU A JOUR
EXERCICE D'EVACUATION		Plan de formation
INSTRUCTION DU PERSONNEL		Plan de formation SECURITAS
DECI		Juillet 2021

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

- 1°) Renseigner le registre de sécurité sur les opérations de maintenance du chauffage. (Art R.143-41)
- 2°) Poursuivre la levée des observations figurant dans le rapport de vérifications des installations électriques avec une traçabilité des actions correctives sur le registre de sécurité. (Art R.143-34)
- 3°) Attester de la vérification des appareils de cuisson et du nettoyage des hottes de la cuisine. (Art R.143-34)
- 4°) Interdire le stockage dans les locaux non accessibles au public situés en arrière cuisine. (Art CO 28). Il pourra être réalisé un stockage dans le local menant vers l'extérieur après avoir remis en place la porte et le ferme-porte
- 5°) Interdire la mise en place d'obstacle devant les portes des issues de secours (Art CO 35).

**Le groupe de visite a proposé un avis favorable à la poursuite de l'exploitation et à la réception des travaux**

**Prescriptions permanentes**

- a°) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître
  - la conduite à tenir en cas d'incendie
  - la manipulation des moyens de secours,
  - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
  - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
  - l'accueil des engins de secours
  - le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

- b°) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980. Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d°) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).

REÇU EN PREFECTURE

le 10/10/2023

e°) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (arrêté préfectoral n° 35, CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).

22\_AV-014-2114 04884-20231006-ARR2023\_588

f°) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).

g°) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

### III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m<sup>3</sup>**, utilisable en 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados  
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

### IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités, câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

REÇU EN PREFECTURE

Le 10/10/2023

Des consignes précises conformes aux normes constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent être indiquées en permanence :

22\_AV-014-2114 04884-20231006-ARR2023\_588

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du CCH. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

\*\*\*\*\*